

# La presse de l'après-68 face à l'évolution de l'école : du malaise à la consécration d'une lecture idéologique

Yann Forestier

## L'auteur

Docteur en histoire, Yann Forestier est chercheur associé au laboratoire Tempora (EA 7468 – Université de Rennes 2). Il travaille sur le rôle des instances de médiation (médiats, notables) dans la construction des identités politiques

## Résumé

L'analyse d'un corpus d'articles de journaux relevés systématiquement entre 1968 et 1984 montre que l'attention des acteurs des débats éducatifs se concentre, après les événements de Mai 68, sur les manifestations d'un « malaise » lié aux évolutions de l'école. On constate également que les réponses politiques apportées à ces difficultés peinent à mobiliser autour d'une démarche constructive. Ces malentendus favorisent une lecture idéologique de la situation, à la faveur de la structuration progressive de la dénonciation du « pédagogisme soixante-huitard », posture critique radicale dont le caractère consensuel, établi en 1984, fixe un cadre durable aux débats publics sur l'éducation.

**Mots clés :** école, Mai 68, années 1970, presse, polémique.

## Abstract

Based on an analysis of a corpus of newspaper articles systematically collected between 1968 and 1984, this paper explores the manner in which those involved in the education debates following May 68 focused on the “malaise” brought about by changes to the school system. The political responses offered to these problems struggled to unite around a constructive approach. These misunderstandings encouraged an ideological reading of the situation, which increasingly took the form of a denunciation of “68 pedagogy”. By 1984, this radical critical stance had become a matter consensus and a lasting framework for public debates regarding education.

**Keywords:** schooling; May 68; 1970s; print media; polemic.

**Pour citer cet article :** Yann Forestier, « La presse de l'après-68 face à l'évolution de l'école : du malaise à la consécration d'une lecture idéologique », *Histoire@Politique*, n° 37, janvier-avril 2019 [en ligne]

« Le pédagogisme, cette façon de faire, ne permet pas aux enfants d'apprendre. Le pédagogisme emploie ces vocabulaires incompréhensibles pour les enfants, les maîtres et les parents. Le pédagogisme, on le traîne depuis 68<sup>1</sup>. »

Intervenant dans la campagne présidentielle de 2007, le ministre de l'Éducation nationale Gilles de Robien relaie une dénonciation très antérieure à 1968, mais à laquelle les événements de Mai ont conféré une légitimité nouvelle<sup>2</sup>. L'attribution de la responsabilité des problèmes de l'école à la mise en œuvre d'un projet idéologique (souvent baptisé « pédagogisme ») nourrit en effet des controverses largement médiatisées, au point qu'entre 1968 et 1984, 34 % des articles d'opinion parus dans la presse nationale sur le thème de l'école s'y inscrivent délibérément, soit pour reprendre et reformuler l'accusation, soit pour tenter de la démentir.

L'idée selon laquelle l'école se serait profondément transformée à partir de 1968 est pourtant contestée par les historiens, qui identifient plutôt une tendance au repli idéologique, l'apparent consensus réformateur des années 1960, qui donnait lieu à des discours audacieux et consensuels, ayant fait place à la prudence, voire à l'inquiétude et au conservatisme assumé<sup>3</sup>. Cette contradiction nous invite à examiner les modalités de la médiatisation de la situation de l'école depuis le début des années 1970 jusqu'au moment où semblent se stabiliser les positions des protagonistes des débats éducatifs, c'est-à-dire au milieu des années 1980.

On s'appuiera pour cela sur un corpus d'articles parus dans la presse écrite nationale, particulièrement dans les publications les plus prestigieuses, dont le rôle prescripteur est le plus déterminant<sup>4</sup> : *Le Monde* et *Le Figaro*, qui fournissent à eux deux 53 % des documents, ont fait l'objet d'un dépouillement comprenant plusieurs procédures de vérification. Relevés systématiquement dès lors qu'ils abordent la question de l'école sous un angle critique, problématique ou polémique, ces textes sont issus de la dizaine de quotidiens qui se partagent le marché de l'information généraliste, mais aussi des hebdomadaires de type *newsmagazines*, qui se développent et gagnent en influence depuis les années 1960. Comportant 2 800 articles pour la période qui nous intéresse, de 1968 à 1984<sup>5</sup>, le corpus ainsi constitué peut faire l'objet d'un traitement statistique à partir d'une base de données répertoriant les thématiques abordées, les prises de position, l'emploi de certains termes reconnus comme des marqueurs identitaires, mais aussi les caractéristiques des auteurs ou les références qu'ils invoquent. On entend en fait utiliser ces données comme des indices des idées et des positionnements qui bénéficient de la meilleure visibilité dans l'espace public. Il s'agit d'identifier les repères les plus à même d'orienter les débats publics, autrement dit les plus susceptibles de poser les bases d'une culture politique.

Il apparaît ainsi qu'à l'inverse de ce qu'elle faisait au cours des années 1960, la presse de l'après-68 présente l'école non plus comme une organisation inadaptée à un

<sup>1</sup> Gilles de Robien, RMC Info, 2 mai 2007.

<sup>2</sup> Viviane Isambert-Jamati, « Les primaires, ces incapables prétentieux », *Revue française de pédagogie*, n° 73, 1985, p. 57-65 ; Marie-Anne Paveau, « Formes et fonctions de la doxa dans les discours sur l'École », *Mots. Les langages du politique*, n° 61, décembre 1999, p. 9-27 ; Pierre Kahn, « La critique du "pédagogisme" ou l'invention du discours de l'autre », *Les Sciences de l'éducation. Pour l'ère nouvelle*, vol. 39, n° 4, 2006, p. 81-98.

<sup>3</sup> Antoine Prost, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France*, t. 4, « L'enfant et la famille dans une société en mutation », Paris, Nouvelle Librairie de France, 1981.

<sup>4</sup> Rémy Rieffel, *La Tribu des clercs. Les intellectuels sous la Cinquième République*, Paris, Calmann-Lévy, 1993, p. 625 ; Érik Neveu, *Sociologie du journalisme*, Paris, La Découverte, 2001, p. 32 ; Pierre Albert, *La Presse française*, Paris, La Documentation française, 2004, p. 115.

<sup>5</sup> Ces articles sont en fait tirés d'un corpus de 8500 textes couvrant la période 1959-2008.

monde qui se transforme, mais comme une institution en mal de repères. Elle reflète également l'incapacité des décideurs à répondre à ce malaise, ce qui favorise la cristallisation d'une interprétation idéologique des problèmes constatés.

## La découverte d'une école en crise<sup>6</sup>

Si l'année 1968 constitue un point d'inflexion déterminant, c'est assurément dans l'histoire du journalisme d'éducation, ce qui peut fortement influencer les représentations des acteurs des débats sur l'école et de leur public. Alors qu'ils avaient longtemps privilégié le journalisme de commentaire en prenant l'essentiel de leur information au ministère de l'Éducation, ceux qu'on appelait encore les « chroniqueurs universitaires » étaient déjà parvenus, au cours des années 1960, à transformer leurs chroniques en une véritable rubrique, du moins dans les quotidiens<sup>7</sup>. En 1968, les journaux envoient leurs spécialistes de l'éducation sur le terrain. Le caractère inédit des événements les a conduits à aller au contact des étudiants et des lycéens, dans les lieux qu'ils occupaient. Article emblématique, de ce point de vue, du responsable de la rubrique éducation du *Monde*, Bertrand Girod de l'Ain, « Le bateau ivre », publié dans l'édition du 12 juin, raconte ainsi le parcours effaré de l'auteur dans la Sorbonne occupée, qui, habitué des couloirs ministériels, s'est fait *reporter* pour prendre la température d'une lutte où la complexité des mots d'ordre et l'absence de représentants reconnus obligent à aller chercher l'information soi-même. À partir des années 1970, l'enquête et le reportage prennent une importance croissante dans l'activité des journalistes spécialisés, qui s'organisent en association et obtiennent le droit d'entrer dans les établissements scolaires : de 8 % des articles du corpus entre 1959 et 1968, leur part passe à 10 % pour la décennie 1970, puis à 19 % de 1982 à 2008<sup>8</sup>.

Moins portés à la pratique d'un journalisme « d'enregistrement » faisant une large place à la publication de communiqués et de comptes rendus, les journaux traitent des sujets nouveaux, promis à un succès durable.

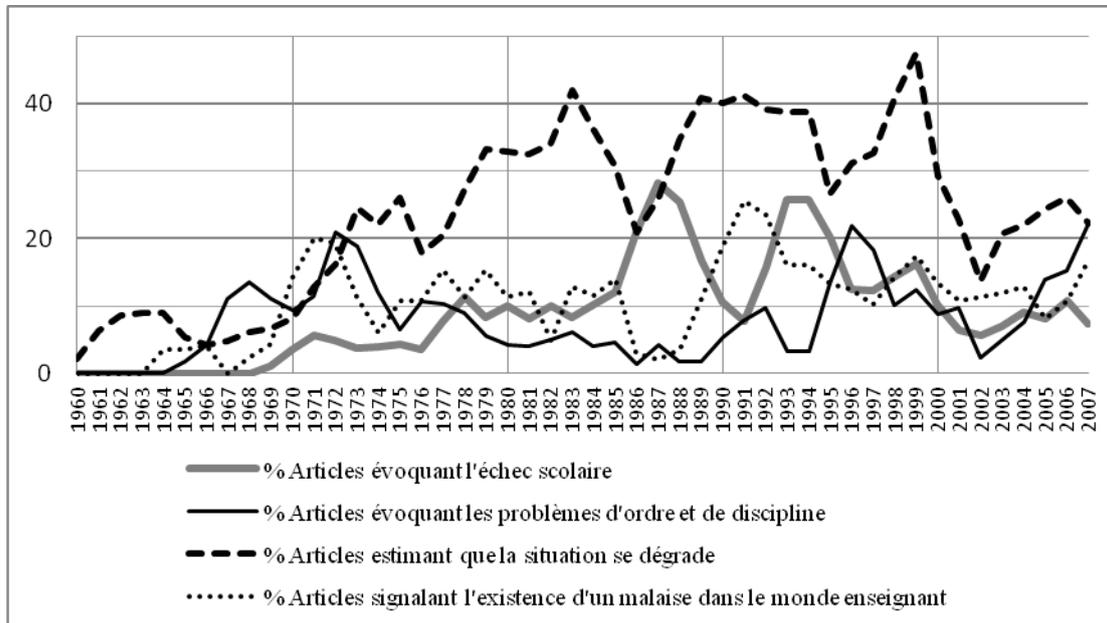
---

<sup>6</sup> Sur le principe de la « crise » de l'école, cf. Philippe Mazureau, « Tous les chemins mènent à la crise de l'école. Histoire d'un consensus récent dans la situation française », communication au colloque international « Crise et/en éducation », Université de Paris-Nanterre, 2011, <http://institut.fsu.fr/IMG/pdf/version-def.pdf> [lien consulté le 3 janvier 2018].

<sup>7</sup> Sur la délimitation de l'identité des journalistes spécialisés, cf. Dominique Marchetti, « Les sous-champs spécialisés du journalisme », *Réseaux*, n° 111, 2002, p. 21-55 ; Érik Neveu, Denis Ruellan et Rémy Rieffel (dir.), *Les Journalistes spécialisés*, Paris, Hermès, 2002 ; Denis Ruellan, *Le Journalisme ou le professionnalisme du flou*, Grenoble, PUG, 2007.

<sup>8</sup> Source : ensemble des articles du corpus.

**Doc. 1 : Les nouvelles préoccupations de la presse des années 1970**



(Données : moyennes mobiles sur trois années<sup>9</sup>)

Abordé dans 9,2 % des articles entre 1968 et 1984, contre 1,3 % de ceux parus entre 1959 et 1967, le thème des troubles et des désordres, qui se poursuivent dans les lycées et les universités bien après 1968, permet ainsi de faire de l'actualité éducative une actualité « chaude » et lui donne une chance de faire la une, en adoptant au besoin un ton alarmiste. Pour *France-Soir*, au printemps 1969, « L'année scolaire risque d'être perdue dans une trentaine de lycées<sup>10</sup> » : au lycée Louis-le-Grand, des lycéens ont expulsé le jeune député UDR Jean Tibéri du conseil d'administration puis des commandos d'extrême droite, menés par Roger Holeindre, ont attaqué l'établissement ; ailleurs, incendies criminels, boycott des compositions ou grèves de la faim organisées pour arracher des étudiants au service militaire font les choux gras de journaux qui tiennent une chronique active sur le sujet jusqu'en 1976, y trouvant l'occasion de titrer « Les gauchistes attaquent partout<sup>11</sup> ».

En même temps, les journalistes comptent les lycées perturbés et rappellent que les manifestations spectaculaires ne doivent pas faire oublier le calme qui règne dans la très grande majorité des établissements. Et c'est en dévoilant le fonctionnement ordinaire et quotidien des écoles que ces rédacteurs, désormais clairement spécialisés dans le domaine éducatif (le service « Société », créé au *Monde* en 1974, inclut quatre journalistes travaillant sur l'éducation, soit autant qu'au *Figaro*), mettent au jour un autre type de « dégradation », sentiment perceptible dans 26,1 % des articles du corpus parus entre 1968 et 1984, contre 5,1 % de ceux publiés entre 1959 et 1967.

<sup>9</sup> Sauf indication contraire, les statistiques mentionnées dans cet article portent sur les seuls textes du corpus parus au cours du mois de septembre.

<sup>10</sup> *France-Soir*, 29 mars 1969.

<sup>11</sup> *L'Aurore*, 20 janvier 1970. Cf. Philippe Riutort, « Grandir l'événement. L'art et la manière de l'éditorialiste », *Réseaux*, n° 76, 1996, p. 61-81.

C'est une fois encore Bertrand Girod de l'Ain qui en témoigne le mieux. Ayant quitté le journalisme pour l'Université, il s'exprime à nouveau dans *Le Monde* en 1972 pour évoquer la réalité des établissements scolaires qu'il a découverte, cette fois, en tant que membre d'une commission d'enquête ministérielle.

« Ces dix-neuf professeurs – des jeunes femmes pour la plupart – [...] nous parlèrent [...] de l'absence d'intérêt des élèves pour ce qu'elles leur enseignaient [...]. "En première année, nous dirent-elles, [...] les classes comptent de trente-cinq à quarante élèves de quatorze à quinze ans. Il en reste une dizaine en seconde année, puis cinq ou même quatre en année terminale. La plupart de ces filles viennent au CET parce qu'elles sont obligées d'aller en classe jusqu'à seize ans. [...] Un matin, Jacqueline ou Yvonne n'est pas venue en classe. On interroge ses camarades. Elles répondent : 'elle a eu seize ans hier !' Elles ne nous préviennent même pas qu'elles vont s'en aller<sup>12</sup>." »

Le malaise enseignant devient un sujet porteur. Plus durablement que les manifestations et les conflits, il fournit l'occasion de faire des titres spectaculaires, ce qui est rare à la rubrique éducation : « Être professeur devient le métier le plus dangereux de notre époque », « Le mal des profs », « La peau d'un prof », « Le difficile métier de professeur », « Les professeurs dans la tourmente »<sup>13</sup>... Quasi inexistant dans la presse des années 1960 (1,3 % des articles parus entre 1959 et 1967), ce thème envahit les journaux certaines années, une fois 1968 passé. C'est le cas de 26,1 % des articles parus en 1971 et 1972, où témoignages affligés, enquêtes éloquentes et tribunes accusatrices nourrissent des polémiques autour de suicides de jeunes professeurs ou des démêlés judiciaires d'un professeur ayant cassé une dent à un de ses élèves en le giflant, acte provoquant un vaste mouvement de solidarité en faveur de l'enseignant aussi bien dans *France Soir* et *Paris-Match* que dans l'hebdomadaire de gauche *Politique Hebdo*<sup>14</sup>.

Les enquêtes mettent fréquemment au jour une crise du sens, manifeste dans les réponses des enseignants aux sondages, autre outil dont disposent désormais les journalistes d'éducation : 77 % des professeurs pensent que les élèves « ne voient pas l'utilité de ce qu'on leur enseigne », 26 % ne voyant pas l'utilité de ce qu'eux-mêmes enseignent, tandis que plus de la moitié estiment ne pouvoir « exercer une influence sur l'organisation et la vie de [leur] établissement<sup>15</sup> ». Conscients de la nécessité du changement, les professeurs font face à une absence de perspectives.

Les réformes initiées par l'Institution après 1968 échouent en effet à les mobiliser. Les mathématiques modernes (en sixième en 1969), les activités d'« éveil » (1970) ou le plan Rouchette de rénovation de l'enseignement du français, défendu en 1970 par la commission Emmanuel réunie pour transformer cette discipline, en appelant à « s'en remettre à l'enthousiasme créateur des maîtres », selon les mots de la circulaire instituant l'éveil, apparaissent comme des malentendus. Au moment où les jeunes maîtres, recrutés à la hâte et faiblement qualifiés, se retrouvent face à des classes surchargées sans formation spécifique sur les réformes qu'ils doivent appliquer (sur les 250 000 maîtres concernés, 7 000 auraient suivi des « stages de recyclage »

<sup>12</sup> Bertrand Girod de l'Ain, « Nous sommes-nous trompés ? », *Le Monde*, 3 octobre 1972.

<sup>13</sup> *France-Soir*, 21 décembre 1968 ; Une de *L'Express*, 2 février 1970 ; *Le Monde*, 28 octobre 1970 ; *Le Figaro*, 20 septembre 1973 ; *La Croix*, 20 novembre 1976.

<sup>14</sup> *Paris-Match*, septembre 1972 ; *Politique Hebdo*, 7 décembre 1972 ; *France-Soir*, 8 décembre 1972.

<sup>15</sup> Enquête de la Cofremca réalisée en 1972 pour le ministère, citée par Antoine Prost, dans « 1968 ou la politisation du débat pédagogique », dans Jacques Girault (dir.), *Les Enseignants dans la société française au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004, p. 147-164 ; Sondage Sofres, *Le Nouvel Observateur*, 15 mars 1976.

en 1971, puis 20 000 en 1972<sup>16</sup>), les promoteurs des réformes font dans la presse des déclarations dont l'ambition peut paraître déplacée : pour Pierre Emmanuel, la réforme qu'il souhaite « demande beaucoup plus au maître que les anciennes méthodes. Il deviendra impossible, dans l'avenir, d'enseigner si l'on n'en a pas, profondément, la vocation<sup>17</sup> ».

Le changement politique de 1974 ne suffit pas à restaurer la confiance. Les ministres de l'Éducation de Valéry Giscard d'Estaing ont les honneurs de la presse lorsqu'ils basent leur communication sur la dénonciation du « cancer de la politisation » des enseignants. En soutenant qu'il est « inacceptable que de jeunes intelligences soient les otages de propagandistes sans scrupules<sup>18</sup> » et en affirmant lutter « contre l'impérialisme idéologique (...) et la domination marxiste<sup>19</sup> », ils compromettent durablement leurs relations avec leur base.

La gauche elle-même, pourtant largement soutenue dans les urnes par les enseignants en 1981, voit ses projets se briser contre une attitude défensive extrêmement résolue. Le premier projet de réforme pédagogique d'ampleur, proposé en janvier 1983 par Louis Legrand pour les collèges, provoque un tollé qui déborde les leaders syndicaux. Les journaux, eux aussi, sont dépassés, tels *Le Nouvel Observateur* :

« Que de courrier, que de courrier ! Des lettres indignées, vengeresses, des lettres d'insultes, des lettres amères, des lettres soupçonneuses. Évoquer en termes plutôt favorables le rapport du professeur Louis Legrand sur la réforme des collèges ne soulève apparemment que des rancœurs parmi les enseignants. [...] Preuve que le malaise est profond<sup>20</sup>. »

En fait, dans ce moment de défoulement collectif où les enseignants se présentent comme « les cocus du 10 mai », la dénonciation précise des propositions du rapport Legrand prend moins de place que la déploration multiforme de ce qui semble aller mal dans l'école, dans une sorte de grand ras-le-bol où le projet de réforme est la victime expiatoire d'un besoin d'exprimer un malaise qui attendait de trouver un support, un matériau concret pour construire un discours de protestation. Quinze ans après la découverte du malaise enseignant par la presse, il semble impossible d'établir le dialogue qui pourrait permettre d'imaginer un rapport pédagogique adapté au nouveau contexte politique, culturel et social.

## **Le changement à la recherche d'une signification politique**

Cette impasse est au fond la conséquence logique de l'incapacité des acteurs politiques, depuis 1968, à intégrer à leurs débats les questions de la démocratisation et de la libéralisation du rapport pédagogique, ce dont témoigne la presse des années 1970. Sans repères clairs, les controverses ouvrent rarement vers de véritables remises en question.

L'affaire est rendue plus difficile par la lecture délibérément conflictuelle que les journaux font de l'espace public. C'est là le résultat du développement d'une

<sup>16</sup> *Le Nouvel Observateur*, 13 septembre 1971 ; *Le Monde*, 22 janvier 1972.

<sup>17</sup> René Haby, cité par *Le Figaro*, 26 mai 1971.

<sup>18</sup> René Haby, cité par *L'Express*, 16 mai 1977.

<sup>19</sup> Alice Saunier-Seïté, *Le Monde*, 14 octobre 1980.

<sup>20</sup> *Le Nouvel Observateur*, 28 janvier 1983.

rhétorique de l'objectivité, élément capital, désormais, de la construction de l'identité professionnelle des journalistes d'éducation<sup>21</sup>. Un journal n'est plus, tel un salon, un rassemblement de gens de plume autour de quelques personnalités emblématiques qui donnent le ton, mais, devenu un « lieu neutre » du débat public, il se rapproche du modèle de l'arène, où il assure une fonction de médiation entre les positions des uns et des autres en organisant la confrontation. Pour faciliter cette évolution vers la polyphonie énonciative<sup>22</sup>, les articles d'opinion sont désormais classés dans une rubrique spécifique, où la parole est donnée de façon aussi équilibrée que possible aux partisans et aux opposants d'une proposition, quitte à forcer le trait pour valoriser la conflictualité de leur opposition, condition pour que l'actualité éducative soit mieux remarquée en conférence de rédaction<sup>23</sup>.

Ce souci d'équilibre vaut pour le discours du changement. La parole, d'une part, est largement donnée aux ministres. Le discours fait par Edgar Faure devant l'Assemblée nationale le 24 juillet 1968 est salué pour le courage dont il fait preuve en appelant à des « révisions déchirantes », et les paroles les plus audacieuses de ses successeurs sont largement relayées lorsqu'elles dénoncent « l'esprit traditionnel du secondaire » ou promeuvent « des méthodes pédagogiques qui font appel à la créativité et suscitent l'effort autonome de l'élève », qu'on pourrait développer « en faisant éclater la classe traditionnelle<sup>24</sup> ». Dans le même temps, un espace tout aussi important est accordé à ceux que ces évolutions inquiètent. En septembre 1968, la suppression du latin en sixième et en cinquième donne l'occasion aux journaux d'ouvrir leurs colonnes aux défenseurs des langues anciennes, tandis que dès le mois de juillet, un écho a été donné aux avertissements lancés par les parlementaires UDR qui voient dans la politique d'Edgar Faure, qu'ils sont contraints de soutenir, une capitulation devant le désordre.

Ce souci d'équilibre permet ainsi à la presse de mettre en évidence les conflits internes au camp au pouvoir. Le discours prononcé par le Président Georges Pompidou dans son ancien lycée d'Albi, en avril 1970, est abondamment commenté, car il consiste en une défense de l'enseignement du latin et de la sélection, mettant en doute les priorités de la politique éducative affichée depuis 1968. L'encadrement rigoureux, par deux circulaires de janvier 1971, des expérimentations pédagogiques, les atermoiements accompagnant la création des foyers socio-éducatifs, les sanctions infligées à certains enseignants anticonformistes bénéficient également d'une couverture médiatique considérable. Dans ces conditions, la politique scolaire de la droite au pouvoir, malgré son affichage novateur, voire iconoclaste, court le risque de manquer de lisibilité. Son appropriation par la base enseignante en tant que réponse aux difficultés qu'elle éprouve est donc d'autant plus compromise.

Les conditions ne sont pas davantage réunies pour que les organisations de gauche apparaissent comme porteuses d'une alternative. La très grande richesse des réflexions liées à l'Éducation nouvelle est évoquée par la presse, mais toujours à titre anecdotique. Les expérimentations de militants pédagogiques ou les écrits de Neill et

<sup>21</sup> Jean-Gustave Padioleau, « Systèmes d'interaction et rhétoriques journalistiques », *Sociologie du travail*, n° 3, 1976, p. 256-282.

<sup>22</sup> Géraldine Muhlmann, *Une Histoire politique du journalisme*, Paris, PUF, 2004, p. 13. Sur la notion de « lieu neutre », cf. Luc Boltanski et Pierre Bourdieu, « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 2-3, juin 1976, p. 4-74.

<sup>23</sup> Yann Forestier, « L'école entre choix techniques et enjeux identitaires : la construction ambiguë d'un objet médiatique (1959-2008) », *Le Temps des médias*, n° 24, 2015, p. 195-208.

<sup>24</sup> Olivier Guichard, cité par *Le Monde*, 10 septembre 1970 ; Joseph Fontanet, cité par *Le Monde*, 9 septembre 1972 et 7 juin 1973.

d'Illich peuvent être abondamment commentés, mais ne sont pas présentés comme pouvant inspirer le projet d'un parti ou les choix d'un ministre. La visibilité de la mouvance gauchiste est essentiellement liée à sa dynamique contestataire, ses efforts les plus souvent évoqués visant à dénoncer « l'École capitaliste en France », priorité qui conduit beaucoup de ses représentants à faire du renversement de l'ordre social et du « pouvoir bourgeois » un préalable à la promotion d'un modèle scolaire nouveau<sup>25</sup>.

Dans le camp communiste, où on se défie du « gauchisme pédagogique », *L'Humanité* invoque fréquemment le Plan Langevin-Wallon, mais sans que son contenu ne soit jamais précisé. Le Parti socialiste, qui entreprend pourtant un important travail d'élaboration programmatique au milieu de la décennie<sup>26</sup>, reste lui aussi discret sur le modèle d'école qu'il ambitionne de défendre devant les électeurs. Les deux grands partis de l'Union de la gauche sont en fait entravés dans leur communication par la rivalité des syndicats enseignants auxquels ils sont liés, qui sont eux-mêmes en désaccord sur le devenir de l'enseignement du second degré. Au milieu de la décennie, leur présence dans la presse, sur les questions éducatives, est essentiellement assurée par les déclarations enflammées qu'ils font contre la réforme Haby, accusée de préparer « une école sans science, ni histoire, ni philosophie, ni laïcité, ni esprit critique, ni liberté<sup>27</sup> », sans que la perspective de mise en place du « collège unique » soit prise en compte dans les prises de position. Cette posture d'opposition résolue qui refuse par principe d'entrer dans les débats techniques permet en effet aux partis socialiste et communiste d'afficher une unité de façade sans prendre le risque de montrer leur division sur des sujets plus sensibles<sup>28</sup>.

Le « Programme commun » de la gauche ne reprend d'ailleurs pas les propositions les plus novatrices du *Plan socialiste pour l'Éducation nationale* de 1977, de sorte qu'à lire les journaux au printemps 1981, il semble que le « grand espoir [qui] s'est levé le 10 mai<sup>29</sup> » manque de contenu en matière éducative. Signe de l'absence de culture partagée à gauche, *L'Humanité*, deux semaines après la victoire de François Mitterrand, dresse une liste de revendications qui, en dehors de l'invocation sans aucune précision du Plan Langevin-Wallon, se limitent à des mesures quantitatives, relatives aux fermetures de classes, au recrutement de personnel ou au taux des bourses<sup>30</sup>. Pas plus que la droite, la gauche n'apparaît comme porteuse d'un message mobilisateur susceptible d'ouvrir des horizons à des enseignants déstabilisés et, plus largement, à tous ceux qui s'inquiètent de ne plus reconnaître leur école.

<sup>25</sup> Sur la difficulté des gauches révolutionnaires à formuler un projet, au-delà des mots d'ordre et des slogans, qui sont assez bien relayés dans l'espace public, cf. Ismaïl Ferhat et Bruno Poucet, « Des pensées politiques critiques de l'éducation ? Le cas des gauches révolutionnaires, de mai 68 aux coordinations d'instituteurs (1987) », *Les Études sociales*, n° 163, 1<sup>er</sup> semestre 2016, p. 97-115.

<sup>26</sup> Ismaïl Ferhat, « La rose et l'école. Quel projet scolaire pour le PS (1971-2002) ? », *Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, n° 109, 2011 ; *Socialistes et enseignants. Le Parti socialiste et la FEN de 1971 à 1992*, Bordeaux, PUB, 2018.

<sup>27</sup> Jack Ralite, cité par *Le Monde*, 20 juin 1975.

<sup>28</sup> Sur l'« Union sacrée contre la réforme Haby », cf. Ismaïl Ferhat et André Robert, « Les syndicats enseignants et la loi Haby : de l'unité de circonstance à la réactivation amplifiée des divergences (1974-1978) », dans Laurent Gutteriez et Patricia Legris (dir.), *Le Collège unique. Éclairages socio-historiques sur la loi du 11 juillet 1975*, Rennes, PUR, 2016, p. 87-100.

<sup>29</sup> *L'Humanité*, 27 mai 1981.

<sup>30</sup> *Ibid.*

## Une cristallisation idéologique fatale

Cette incapacité des partis dits « de gouvernement » à s'approprier le débat sur la démocratisation de l'enseignement et la rénovation de la pédagogie favorisent la recherche de réponses auprès d'autres acteurs, quête de sens qui rencontre une lecture idéologique des problèmes de l'école.

À cet égard, c'est en 1971 qu'éclate la première polémique appelée à jouer un rôle matriciel. La dénonciation par Pierre Gaxotte, dans les colonnes du *Figaro* du 31 octobre et du 28 novembre 1970, du « Plan Rouchette », rapport synthétisant des expérimentations menées par l'Institut pédagogique national au cours de la décennie précédente, adopté comme base de ses travaux par la commission de réforme de l'enseignement du français, agit comme un libérateur de parole. Des personnalités du monde intellectuel créent une « association pour l'enseignement du français » et l'Académie française émet « de sérieuses réserves », dénonçant « des dangers subversifs pour la civilisation<sup>31</sup> ». De janvier à mars 1971, un quart des articles du corpus traitent du Plan Rouchette, polémique à laquelle s'ajoute la controverse, moins nourrie mais tout aussi vive, sur les mathématiques modernes, à partir de la publication des programmes de quatrième et de troisième, le 1<sup>er</sup> février 1971<sup>32</sup>.

La dynamique de la polémique sur le Plan Rouchette échappe aux analyses convenues. Les diatribes qui l'alimentent ne reprennent en effet que de façon marginale le positionnement délibérément anticommuniste qui était au principe des tribunes de Pierre Gaxotte. Au lieu de conforter un affrontement droite/gauche, elles dénoncent « la subversion par la pédagogie », qui viserait à ce que les élèves « puissent être manipulés par des slogans<sup>33</sup> ». Plusieurs intellectuels de gauche, comme André Fermigier ou Fernand Robert, s'associent d'ailleurs à ce discours incontestablement conservateur, qui reproche avant tout au Plan Rouchette, selon les mots de l'Association pour l'enseignement du français, d'« opérer une rupture avec une tradition intellectuelle et morale<sup>34</sup> ». Cette assertion n'est pas étayée, et c'est en cela qu'elle doit être remarquée : dorénavant, la défense de la tradition se justifie d'elle-même ; c'est à la volonté de réforme de prouver son bien-fondé.

Au fil des semaines, les protestations réinvestissent la défense du latin ou affichent un élitisme décomplexé, associant dans leur colère des éléments multiples de la rénovation pédagogique et des signes de dégradation, sans que ces amalgames soient nécessairement argumentés. Le recours à l'implicite sur lequel s'appuient ces associations d'idées témoigne d'une cristallisation idéologique manifeste : ceux qui rongeaient leur frein depuis Mai 68 ont trouvé un système interprétatif cohérent leur permettant d'aller au-delà d'une indignation de circonstance. Au printemps 1971, le mouvement s'est émancipé de son anticommunisme originel et a même cessé de parler du Plan Rouchette ou des mathématiques modernes : il critique le « pédagogisme » (ou la « pédagogite<sup>35</sup> »), nom donné à l'occasion aux « théories à la

<sup>31</sup> *Le Monde*, 1<sup>er</sup> et 12 décembre 1970.

<sup>32</sup> Renaud d'Enfert et Hélène Gispert, « Une réforme à l'épreuve des réalités : le cas des mathématiques modernes au tournant des années 1970 », *Histoire de l'éducation*, n° 131, 2011, p. 27-50.

<sup>33</sup> Frédéric Deloffre, *L'Aurore*, 14 janvier 1971.

<sup>34</sup> Lettre publiée par *La Nation*, 29 janvier 1971. Pour une présentation des protagonistes de la querelle, cf. Clémence Cardon-Quint, *Des Lettres au français. Une discipline à l'heure de la démocratisation (1945-1981)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 305.

<sup>35</sup> Le mot « pédagogisme » apparaît pour la première fois dans *Le Monde* sous la plume de Jean-Pierre Chrétien, dans une tribune publiée le 5 janvier 1971, intitulée « Attention à la pédagogie ». « La

mode qui visent à refuser toute contrainte, tout programme, toute sanction, tout risque d'échec, toute référence au passé culturel de la nation<sup>36</sup> ». L'apparition d'un néologisme est le signe d'une cristallisation idéologique, autrement dit de l'appropriation par les acteurs des débats d'une grille de lecture permettant de donner sens à la réalité<sup>37</sup>.

Le processus de cristallisation est toutefois insuffisamment achevé pour que l'idéologie à laquelle il a donné naissance puisse être systématiquement réinvestie.

Les préoccupations mises en avant par les argumentaires conservateurs au cours de la deuxième moitié des années 1970 sont encore relativement variées. Enrichis au contact de nouveaux lieux d'élaboration intellectuelle, comme *Le Figaro Magazine* ou le Club de l'Horloge, devenus tribunes de la « Nouvelle Droite », ils abordent notamment la question des inégalités biologiques, à la suite de la diffusion des travaux du professeur Debray-Ritzen, favorise la défense de l'élitisme, tandis que le mot « égalitarisme » fait son apparition dans la presse de droite, toujours dans un sens péjoratif. C'est surtout dans les journaux d'extrême droite qu'on dénonce systématiquement un « déferlement de pédagomanie » et de « tout un courant de pédagogie nouvelle » qui aurait « transformé [les élèves] en semi-analphabètes »<sup>38</sup>. Il reste que ce discours « antipédagogue » trouve à l'occasion des échos dans des prises de position beaucoup plus consensuelles, comme au cours de la querelle sur l'enseignement de l'histoire lancée en 1979 par Alain Decaux<sup>39</sup>, et jusque dans l'expression publique du ministre. Pour Christian Beullac, « l'idéologie du laxisme, de la permissivité, de l'égalitarisme à tout crin s'est installée dans notre enseignement, dans nos écoles, sinon dans nos familles. [Il faut] comprendre la nécessité d'un retour à plus de rigueur intellectuelle<sup>40</sup> ».

---

pédagogue » est le titre de l'article publié par Raymond Picard, membre de la commission Emmanuel mis en minorité, dans la *Revue des Deux Mondes* de septembre 1971.

<sup>36</sup> Déclaration du congrès régional de la Société des Agrégés, Rennes, mars 1971, cité par *Le Monde*, 9 mars 1971.

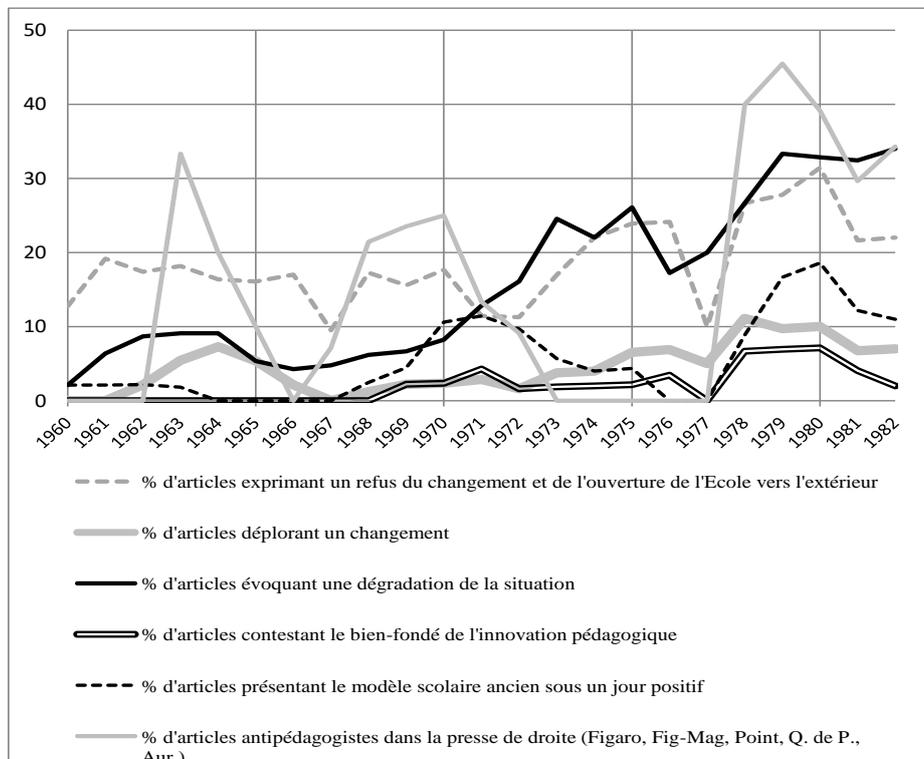
<sup>37</sup> Thierry Guilbert, *Le Discours idéologique ou la force de l'évidence*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 164.

<sup>38</sup> Les citations sont d'Alain Laurent (*Le Figaro*, 23 janvier 1981) et de Jean-Marie Benoist (*Le Monde*, 25 octobre 1980), mais c'est dans *Rivarol* ou *Aspects de la France* que ce discours est tenu avec constance.

<sup>39</sup> « On n'enseigne plus l'histoire à vos enfants ! », *Le Figaro Magazine*, 20 octobre 1979. Sur la polémique elle-même, cf. Patricia Legris, *Qui écrit les programmes d'histoire ?*, Grenoble, PUG, 2014, p. 95-97.

<sup>40</sup> Christian Beullac, cité par *Le Figaro*, 30 août 1980.

## Doc. 2 : Évolution des marques de conservatisme (1960-1982)



(Données : moyennes mobiles sur trois années)

Ce discours de déploration traduit bien l'atmosphère pessimiste de cette fin de la décennie 1970. Sur le graphique ci-dessus, Les courbes indiquant la part des articles contenant certaines marques de conservatisme semblent en effet suivre, jusqu'en 1977, des itinéraires chaotiques et renvoient une impression de confusion. Or ce désordre disparaît subitement en 1978-1979, toutes les courbes adoptant alors des trajectoires parallèles. Il se trouve à ce moment de nombreux auteurs d'articles pour exprimer des doutes sur le bien-fondé du changement, juger que la situation de l'École se dégrade, critiquer l'innovation pédagogique, citer en exemple le modèle ancien ou dénoncer les menées des réformateurs. Ces marqueurs idéologiques, désormais, font système et dominent le paysage idéologique au moment où la gauche accède au pouvoir, en 1981.

La presse de droite, qui entre alors dans l'opposition, ne tente pas encore de réinvestir l'argumentaire antipédagogiste développé depuis 1971. Sa priorité, en 1981-1982, est de dénoncer la politisation de « l'école socialiste » et surtout de défendre « l'école libre<sup>41</sup> ». La question pédagogique n'y fait vraiment la une que lors de la publication du rapport Legrand sur les collèges, en janvier 1983. *Le Figaro* saisit l'occasion pour dénoncer « les délirants collèges de demain » tandis que Louis Pauwels s'alarme, dans *Le Figaro Magazine*, du projet de suppression des mentions

<sup>41</sup> Cf. notamment « Les enseignants face à la rentrée socialiste », *Le Figaro*, 19 septembre 1981.

au baccalauréat<sup>42</sup>. Les mêmes journaux donnent généreusement la parole aux auteurs des pamphlets déclinistes qui, début 1984, font l'événement (alors qu'ils sont assez largement raillés par le reste de la presse) en alignant des titres catastrophistes : « L'École en accusation », « L'Enseignement en détresse », « Voulez-vous vraiment des enfants idiots ? », etc. En théorisant et en systématisant l'idéologie qui, depuis une quinzaine d'années, traduit avec le plus de succès les angoisses des intellectuels et des enseignants, ces ouvrages, épaulés par la presse de droite, opèrent une nouvelle cristallisation, désormais durable<sup>43</sup>.

Mais c'est le ministre socialiste Jean-Pierre Chevènement qui fait vraiment bouger les lignes, en marquant ostensiblement son approbation au plus remarqué de ces pamphlets, l'essai de Jean-Claude Milner, *De l'École*, et en distillant des allusions à « la tradition de notre école, [qui] est l'une des plus belles qui soient<sup>44</sup> ». Il suscite des commentaires abondants qui, au risque de la surinterprétation, s'attachent à le ranger dans l'un des deux camps que le rebond de la polémique a dessinés. « Le ministre exalte l'autorité du maître, le sens de l'effort, la récompense des bons résultats », explique *Le Monde*, montrant que l'association de ces termes, somme toute assez banale, peut passer pour un choix fort, tandis que *Le Figaro* salue « l'école rétro de M. Chevènement<sup>45</sup> ». Les options idéologiques sont alors suffisamment stabilisées pour permettre une catégorisation automatique.

Cette prise de position fortement médiatisée d'une personnalité de gauche permet aussi une libération de la parole. Le sénateur socialiste Léon Eeckhoutte n'est aucunement critiqué lorsqu'il profite de la discussion du budget de l'Éducation nationale à la Haute Assemblée pour remercier de vive voix le ministre d'avoir opéré ce « renversement doctrinal » qui, selon lui, a valeur de désaveu d'une « idéologie d'origine sociologique » prônant « l'égalitarisme », « théorie anti-biologique » coupable d'oublier que « les enfants n'ont pas tous les mêmes aptitudes intellectuelles, [...] loi biologique que rien [...] n'a pu infirmer ou corriger<sup>46</sup> ». Ce discours décomplexé témoigne du nouveau consensus qui s'est installé : l'antipédagogisme, longtemps perçu comme conservateur, est désormais présenté comme « républicain », puisqu'un ministre socialiste le défend. Dès lors, sa réappropriation, dans toutes ses dimensions, par la gauche, devient licite, l'effet de système que suscite la cristallisation de cette idéologie impliquant des biais vers l'expression de conceptions qu'on aurait pu croire réservées à la droite de la droite. L'énergie que certains mettent à les relayer suggère que ce discours vient combler un vide : en donnant une cohérence à des éléments épars et en structurant le débat public, il joue pleinement son rôle de « discours constituant<sup>47</sup> ».

<sup>42</sup> Jacques Malherbe, « Les délirants collègues de demain », *Le Figaro*, 7 janvier 1983 ; Louis Pauwels, « Comment la France pourrit par la tête », *Le Figaro Magazine*, 19 février 1983.

<sup>43</sup> Yann Forestier, « Les savoirs contre la pédagogie ? Interroger la symétrie des querelles sur l'école », *Mots. Les langages du politique*, n° 113, mars 2017, p. 75-92.

<sup>44</sup> Cité par *Le Monde*, 6 septembre 1984.

<sup>45</sup> *Le Monde*, 6 septembre 1984 ; *Le Figaro*, 5 septembre 1984.

<sup>46</sup> Cité par Jean-François Deniau, dans *Le Figaro*, 20 décembre 1984.

<sup>47</sup> Dominique Maingueneau et Frédéric Cossuta, « L'analyse des discours constituants », *Langages*, n° 117, 1995, p. 112-125.

Pour Guy Bayet, président de la Société des Agrégés, Jean-Pierre Chevènement « a sifflé la fin de la grande récréation commencée à la rentrée de 1968 avec M. Edgar Faure<sup>48</sup> ». En apportant sa caution de ministre de gauche au discours antipédagogue, il a en effet permis à l'ensemble des acteurs du débat public, indépendamment de leurs appartenances politiques, d'adhérer sans réserve à une interprétation cohérente des difficultés que rencontre l'école. Celle-ci, en rejetant la responsabilité sur des « réformes », le « pédagogisme » ou des « experts » rarement identifiés, a l'avantage de ne pas ajouter au désarroi des enseignants l'injonction d'une remise en cause personnelle<sup>49</sup>.

Cette victoire conservatrice clôt la période d'incertitude ouverte par Mai 68 et stabilise durablement le paysage idéologique. Les acteurs du débat politique n'ont pas su s'approprier la question pédagogique, désormais soustraite au clivage droite/gauche. Il devient donc possible pour les enseignants, les intellectuels et les politiques, dépourvus d'un imaginaire de la démocratisation susceptible d'inscrire les difficultés qu'ils rencontrent dans une remise en question dynamique et positive, de faire de Mai 68 un repoussoir et de se replier sur la défense d'un modèle ancien et délibérément élitiste, sans prendre le risque de faire un choix partisan.

---

<sup>48</sup> Cité par *Le Monde*, 6 septembre 1984.

<sup>49</sup> Ludivine Balland, *Une Sociologie politique de la crise de l'école. De la réussite d'un mythe aux pratiques enseignantes*, thèse de doctorat de sciences politiques, Université de Paris-Nanterre, 2009.